

VISA SANS FRONTIÈRES

Honduras-Chili :
les présidentielles de l'espoir

Il y a parfois de bonnes nouvelles. L'élection au Honduras de Xiomara Castro en est une. Marquée à gauche, elle entend faire reculer les injustices sociales et s'attaquer aux racines du mal. Dans ce pays bordé par la mer des Caraïbes et le Pacifique, la pauvreté, la violence, la corruption élèvent un rempart a priori infranchissable. Ancienne colonie des Etats-Unis, lorsque la United Fruit était pratiquement propriétaire de toutes les terres, le Honduras est toujours une base militaire. Pour avoir voulu apporter des changements, le président démocratiquement élu Manuel Zelaya (époux de Xiomara Castro) était écarté du pouvoir par la force en juin 2009. Il avait contre lui, l'oligarchie, l'armée, l'Eglise, le « grand frère » américain qui se tiennent en embuscade.

Une première femme présidente au Honduras, et au même moment le plus jeune président au Chili qui devance un nostalgique de Pinochet avec 56 % des voix, sonnent comme une note d'espoir. La clé de la victoire a été une union de

la gauche qui s'est soumise à une primaire en juillet 2021, où Gabriel Boric était désigné candidat. Le nouveau président chilien se place dans l'héritage des contestations sociales de 2019. Son programme prévoit des mesures sur la santé, l'éducation publique, le logement, les retraites, domaines, privatisés dans un Chili devenu le laboratoire d'un néolibéralisme qui a essaimé... Si un processus de démocratisation se poursuit, au Chili comme au Honduras, des avancées sont désormais possibles.

Le dimanche 28 novembre, lorsqu'était annoncée la victoire de Xiomara Castro, c'était la fête dans les quartiers du Honduras, précédant de quelques semaines les cris de joie qui retentissaient dans les villes chiliennes après les résultats du 19 décembre qui donnaient vainqueur Gabriel Boric. Beaucoup, au Chili et ailleurs, n'ont pas oublié le 11 septembre 1973 quand Salvador Allende était renversé par les militaires. Toujours dans les mémoires, le chant des Quilapayun s'est immiscé dans les ruelles, a résonné dans bien des demeures : « *De pie, luchar, Que vamos va a triunfar, Avanzan ya, Banderas de unidad (...)* La luz, De un rojo amanecer, Anuncian ya La vida que vendra, El pueblo unido... » □ Eva Lacoste

AVANT-SCÈNE

Élections au Honduras
la Gauche revient au pouvoir

Eva Lacoste

Largement en tête face au candidat du Parti National au pouvoir, après l'appel aux urnes du dimanche 28 novembre 2021, Xiomara Castro entre en fonction le 27 janvier... Douze ans après le coup d'Etat qui a renversé son mari Manuel Zelaya, la première présidente du Honduras va devoir gouverner durant quatre ans un pays meurtri par la pauvreté, la violence, le narcotrafic et la corruption. A la lecture d'une histoire récente, la tâche est immense et le chemin semé d'écueils.

Le 28 novembre en soirée, Xiomara Castro revendiquait sa victoire devant ses partisans réunis au siège de son parti, LIBRE (Liberté et Refondation), après les premiers résultats partiels. Son élection était confirmée fin décembre : elle l'emporte dans dix-sept départements sur dix-huit. Avec un taux de participation historique de plus de 68,5 %, elle obtient 53,61 % des suffrages, loin devant les 33,87 % de Nasry Asfura, actuel

maire de la capitale Tegucigalpa et dauphin du président sortant Juan Orlando Hernandez (« Parti National du Honduras »).

Dès le 30 novembre, la droite au pouvoir reconnaissait sa défaite à l'élection présidentielle. Nasry Asfura s'engageait aussitôt à respecter le résultat du vote et demandait qu'aucune goutte de sang ne soit versée. Déclaration de circonstance ? On ne peut l'exclure. Le 28 novembre, les Honduriens étaient appelés à élire à la fois leur président (ou présidente), les membres du Congrès national, les maires et les députés honduriens du Parlement centraméricain¹. Autant dire que la menace de troubles n'est pas écartée, après une campagne marquée par plus d'une trentaine d'assassinats politiques.

Hernandez : une réélection
doublement frauduleuse

Il y a dans l'air comme un parfum de revanche, après le coup d'Etat du 28 juin 2009 qui avait destitué le président Manuel Zelaya, époux de Xiomara Castro. Soutenu par le « Parti libéral du Honduras », il avait été élu le 27 novembre 2005 avec 49,9 % des suffrages, en devançant Porfirio Lobo Sosa

du Parti National du Honduras. A la suite de l'arrestation et de l'expulsion de Zelaya, Roberto Micheletti était nommé président de la République par intérim au cours d'une réunion extraordinaire du Congrès national. Il s'effaçait après les élections générales de fin 2009 qui donnaient Porfirio Lobo Sosa vainqueur avec moins de 50 % de participation.

Après une première élection en novembre 2013, marquée par de multiples irrégularités, où il avait battu d'une courte tête Xiomara Castro qui se portait candidate pour la première fois, Juan Orlando Hernandez s'était représenté en 2017 malgré les articles de la Constitution et du code pénal qui interdisent un second mandat consécutif. Quelques nominations judiciaires de magistrats à la Cour suprême, la plus haute instance juridique du pays, permettaient de supprimer les fameux articles. Pour son second mandat, Hernandez était investi le 27 janvier 2018 dans le Stade national de Tegucigalpa, autour duquel étaient disposés des cordons de sécurité de l'armée, de la police militaire, de la marine et de la police nationale. Des milliers de manifestants protestaient contre la fraude dont avait été victime Salvador Nasralla, candidat

de l'Alliance d'opposition. Un décompte provisoire lui avait donné cinq points d'avance, mais Hernandez était déclaré vainqueur avec 1,5 % d'avance par le Tribunal suprême électoral, à la suite d'une curieuse panne informatique. L'opposition appelle à manifester, le président déclare l'état d'urgence. Bilan : la répression fait une trentaine de morts, plus de huit cents personnes sont arrêtées... La main posée sur une Bible, sans frémir, Juan Orlando Hernandez déclarait en prêtant serment : *« Je promets de respecter et de faire respecter la Constitution et les lois. »*

Les défis de la nouvelle présidence

Xiomara Castro va devoir gouverner un pays de 10 millions d'habitants dont plus de la moitié (64 %) vit dans la pauvreté, miné par la violence des gangs, le trafic de drogue et une corruption au plus haut niveau de l'Etat. Le Honduras est un des pays les plus dangereux au monde (hors zones de conflit), avec un taux d'homicides de 37,6 pour 100 000 habitants en 2020. Sous l'effet de la pandémie de Covid-19, le chômage a presque doublé, avec une progression de 5,7 % en 2019 à 10,9 % en 2020. L'agriculture et l'économie ne sont pas encore remises, après les deux ouragans Eta et Iota qui ont dévasté l'Amérique centrale en novembre 2020. Chaque année, des milliers de Honduriens font le choix de l'exode et tentent de gagner les Etats-Unis en traversant le Guatemala et le Mexique.

La lutte contre l'impunité sera un des grands défis de Xiomara Castro. Après la réélection de Juan Orlando Hernandez en 2017, le Congrès, dominé par le Parti National, approuvait, hors de toute procédure normale, une réforme de la loi organique du budget qui empêche le ministère public d'enquêter au pénal sur la gestion des fonds publics par les députés et les fonctionnaires de l'Etat. Beaucoup en rêvent, le Honduras l'a fait. Durant ces deux dernières années, le Parlement a dissous une commission anticorruption et adopté un nouveau code pénal qui prévoit des faibles peines pour corruption et trafic de drogue. Du sur-mesure qui pourrait bien passer à la trappe avec la nouvelle présidence.

L'investiture de la présidente élue est prévue pour le 27 janvier, date à laquelle Juan Orlando Hernandez quittera le pouvoir après deux mandats consécutifs, soupçonné d'être impliqué dans le trafic de drogue. Les nationalistes installés au gouvernement



Xiomara Castro, la nouvelle présidente du Honduras © DR

après le coup d'Etat de 2009, qui se sont maintenus au pouvoir grâce à des élections peu transparentes, pour s'en tenir à un doux euphémisme, ont fini par transformer le Honduras en un narco-Etat (cf. focus p. 16). Mais il faudra compter sur ceux qui veulent en finir avec l'impunité. Les proches de ceux qui ont été tués par les forces de l'Etat à l'issue des élections de 2017 demandent que la lumière soit faite. La famille de la militante Berta Caceres, assassinée le 3 mars 2016 pour s'être opposée à un barrage hydro-électrique², exigent que les cerveaux soient punis... Comme un avertissement, Pablo Isabel Hernandez (aucun lien de parenté avec l'ancien président), agent pastoral et directeur de Radio Tenan, « la voix des indigènes Lenca », était assassiné de plusieurs balles dans le dos le 9 janvier 2022. Il y a un peu plus d'un an, dans ce département de La Paz à l'ouest du pays, dans la nuit du 26 décembre 2021, Felix Vasquez, Lenca était abattu par des hommes armés et cagoulés. Menacé de mort, harcelé par les paramilitaires protecteurs des intérêts des grands propriétaires terriens et des groupes miniers, il défendait les droits fonciers des indigènes, organisait la résistance contre des mégaprojets destructeurs de l'environnement.

Xiomara Castro : une fibre humaniste

Par son travail social en tant que première dame, Xiomara Castro s'était imposée comme une défenseuse des pauvres, ce qui lui avait

valu d'être qualifiée de « communiste ». Il semble qu'elle n'ait pas perdu sa fibre humaniste. La présidente entend chasser *« la baine, la corruption, le trafic de drogue, le crime organisé »*, mais pas seulement : *« Notre promesse c'est de garantir que tous puissent avoir, au Honduras, dans leur patrie, des conditions de vie digne, l'éducation universelle gratuite, et d'arriver à une santé gratuite. »* La santé, alors que sévit la pandémie de coronavirus, devrait être une des priorités. Mais là encore la tâche sera rude. Pour s'y être attaqué, Manuel Zelaya avait été victime d'un coup d'Etat militaire (28 juin 2009). Après avoir adhéré, en août 2008, à l'Alba-Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, il était en train de négocier un accord commercial avec La Havane pour importer des médicaments génériques. Quatre jours plus tôt, les présidents des pays membres de l'Alba s'étaient engagés à réviser les règles de la propriété industrielle et à mettre fin au monopole des brevets en matière de médicaments. Décision bienvenue dans un pays où le taux de pauvreté dépasse les 60 %. Grand branle-bas du côté des firmes pharmaceutiques, dont le cynisme est décidément une seconde nature. Menacées dans leurs intérêts, elles rejoignent l'opposition appauvrie par les grands médias, en particulier *El Heraldo* et *La Prensa*, propriétés des laboratoires Finlay. La présidence de Manuel Zelaya

Cocaïne et corruption Une grande famille

Arrêté à Miami en février 2020, un certain Geovanny Fuentes était accusé d'avoir fait entrer des quantités massives de cocaïne du Honduras aux Etats-Unis, en association avec Juan Orlando Hernandez en échange de sa protection. Mais les ennuis du désormais ex-président ne s'arrêtent pas là... Et il est en bonne compagnie.

Après avoir été arrêté à Miami, le frère de Juan Orlando Hernandez, dit Tony (ancien député), a été condamné le 30 mars 2021 par un tribunal fédéral américain, à la prison à vie pour son implication dans le trafic de 185 tonnes de cocaïne, accessoirement pour être en possession d'armes et pour un lien avec les meurtres de deux narcotrafiquants rivaux en 2011 et 2013. Lors de son procès ouvert le 2 octobre 2019, le procureur citait Juan Orlando Hernandez comme un complice de son frère Tony, et affirmait qu'il avait touché des millions de dollars de narcotrafiquants, y compris de l'ex-chef du cartel mexicain « *El Chapo* » Guzman : 1,5 million de dollars pour sa campagne présidentielle de 2013 ; pour son prédécesseur à la présidence, Porfirio Lobo Sosa (2010-2014), deux versements de un million de dollars chacun.

Comme un retour de bâton, le fils de Porfirio Lobo avait été condamné, le 5 septembre 2017, à vingt-quatre ans de prison par un juge fédéral de Manhattan, pour participation à un trafic de drogue du Honduras vers les Etats-Unis. Son épouse elle-même n'était pas au-dessus de tout soupçon : la première dame Rosa Elena avait détourné quatre millions de dollars vers son compte personnel. Parmi les scandales de corruption qui ont marqué les années de pouvoir de Porfirio Lobo Sosa, le plus notable a été celui de l'Institut hondurien de la sécurité sociale, dont le directeur, nommé par le gouvernement, avait détourné des sommes équivalentes à un an du budget de l'Institut, en collaboration avec les vice-ministres de la Santé et du Travail.

Il serait injuste de ne pas citer Roberto Micheletti, président par intérim (28 juin 2009-27 janvier 2010) après le coup d'Etat qui déposait Manuel Zelaya. Deux mois après, il faisait adopter la loi générale des eaux qui autorise l'octroi de concessions sur un tiers des ressources en eau du pays. Moins d'un an plus tard, quarante étaient déjà accordés. En six ans, cent neuf Honduriens étaient tués pour avoir pris position contre des projets de barrages hydroélectriques, d'exploitation minière, forestière ou agro-industrielle¹. Après son intérim, Micheletti était nommé « *député à vie* » par le Congrès dans la nuit du 13 janvier 2010. Charge non prévue par la Constitution, mais qui lui assurait l'immunité parlementaire. Cette nomination avait été suggérée, dès le 29 septembre 2009, par Adolfo Facussé, homme d'affaires influent et un des principaux soutiens du coup d'Etat. Jusqu'en avril 2013, il était président du Consejo Hondureño de la Empresa Privada (Cohep), organisme représentant

les entreprises privées au Honduras. Facussé et Micheletti partagent sans doute quelques secrets inviolables... Ajoutons que Micheletti avait engagé comme conseiller spécial à la sécurité un certain Billy Joya, ex-membre du bataillon 3-16, unité militaire responsable de la disparition de 184 personnes et de l'assassinat de dizaines de militants dans les années 1980².

Les candidats à la présidentielle de 2021 ne sont pas en reste. Témoin de l'accusation aux Etats-Unis contre « *Tony* », le capitaine en retraite de l'armée hondurienne Santos Rodriguez était arrêté le 4 novembre 2021 par les autorités honduriennes pour blanchiment d'argent de trafic de drogue et meurtres. En 2020, le maire de Tegucigalpa Nasry Asfura a été inculpé par la justice hondurienne pour détournement de fonds publics et blanchiment d'argent. Neuf propriétés immobilières et trois entreprises lui appartenant étaient saisies. Son nom était cité en octobre 2021 dans les Pandora Papers. Encore un mot sur Yani Rosenthal, du parti libéral traditionnel, qui était, à l'issue des élections de novembre 2021, en troisième position avec 9 % des voix : il était, il y a encore quelques mois, détenu aux Etats-Unis pour blanchiment d'argent³.

Terminons ce tour d'horizon non exhaustif par une note particulièrement piquante... En 2017, l'écharpe présidentielle était passée à Juan Orlando Hernandez par Mauricio Oliva, dirigeant du Parti National et président du Congrès, lourdement suspecté de faire partie d'un réseau d'enrichissement illégal qui avait permis à de nombreux députés de s'approprier des fonds destinés aux œuvres sociales. □ Eva Lacoste

1. Ce bilan n'est pas propre au Honduras, il s'étend à l'Amérique centrale où l'énergie hydroélectrique est encouragée par les prêts de banques internationales : Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Banque centre-américaine d'intégration économique, Proparco (filiale de l'Agence française de développement), l'allemande DEG, la néerlandaise FMO... (cf. « Ruée vers la houille blanche en Amérique centrale », *Le Monde diplomatique*, octobre 2016)

2. Au début des années 1980, l'administration Reagan utilise le Honduras comme plateforme dans sa guerre contre les Sandinistes du Nicaragua et contre la guérilla qui se développe à la même époque au Salvador.

3. En 2015, Yani Rosenthal, son cousin Yankel et son père Jaime étaient inculpés pour avoir fourni « des services de blanchiment d'argent et d'autres services qui soutiennent les activités internationales de trafic de stupéfiants de plusieurs trafiquants de drogue d'Amérique centrale et de leurs organisations criminelles ». Yani et Yankel plaident coupable. Le 15 décembre 2017, le procureur américain annonçait que Yani avait été condamné à trois ans de prison. Le 19 janvier, son cousin Yankel avait été condamné à vingt-neuf mois après avoir plaidé coupable à l'accusation moins grave de tentative de blanchiment d'argent de la drogue en provenance du Honduras. Les autorités américaines avaient tenté en vain d'extrader son père Jaime (décédé au Honduras le 12 janvier 2018).

était en sursis... Ce fils de propriétaire terrien avait en outre augmenté le salaire minimum, qui passait de 126 à 202 euros. Un scandale pour les classes privilégiées.

Des vœux de circonstance...

Dans son programme, Xiomara Castro prévoit de légaliser l'interruption médicale de grossesse (le Honduras est un des pays où le taux de grossesses chez les adolescentes est le plus élevé, où les violences sexuelles contre les femmes sont endémiques). Manuel Zelaya avait exercé son droit de veto, lorsque le Congrès s'appêtait à voter une proposition de loi interdisant le recours à la pilule du lendemain même pour les femmes et adolescentes victimes de viol, quelques mois avant d'être renversé... A la vive satisfaction du haut clergé et du cardinal Oscar Maradiaga qui se prononçait en faveur du putsch³. Aujourd'hui, la Conférence épiscopale du Honduras présente, sur sa page facebook, ses vœux à la présidente, applaudit « *le courage, la maturité et l'engagement du peuple exprimés le 28 novembre* », souligne que l'Eglise « *a toujours soutenu le juste développement des peuples* », exprime son soutien aux « *aspects que Madame Xiomara a indiqués comme prioritaires, comme l'éradication de la pauvreté, la lutte contre l'impunité, la création d'emplois, les systèmes de santé et d'éducation* ». On aurait tort d'applaudir trop vite. Les prélats demandent à la nouvelle administration publique « *de promouvoir le développement et la croissance authentique du Honduras (...) dans le plein respect de la dignité de la personne humaine, du droit à la vie, de la conception à sa fin naturelle, ainsi que du respect de l'institution sacrée du mariage et de la famille* ». On aura noté en particulier « *juste développement* » et « *croissance authentique* ». La Conférence épiscopale a fait sa B.A., et ronge déjà son frein en attendant des jours plus favorables.

Du côté des Etats-Unis, même mise en garde derrière les politesses d'usage. Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a salué une élection « *libre et juste* », en poursuivant : « *Nous sommes impatients de travailler ensemble pour renforcer les institutions démocratiques, promouvoir la croissance économique et combattre la corruption* ». Félicitations où il faut surtout retenir « *travailler ensemble* » et « *croissance économique* ». Le monde des affaires doit continuer à prospérer. Il n'y a pas si longtemps, les Etats-Unis congratulaient Juan Orlando Hernandez

après sa seconde élection, tandis que le Département d'Etat « *certifiait* » le Honduras en tant que pays « *qui lutte contre la corruption et respecte les droits humains* ». Ce qui lui avait permis de percevoir une partie des 644 millions de dollars d'aide à l'Amérique centrale, approuvés par le Congrès états-unien. Bruxelles, de son côté, fait montre d'une bienveillance dont il ne faut pas être dupe. Après la proclamation officielle des résultats, le 17 décembre 2017, la mission d'observation de l'Union européenne avait fait part de son « *évaluation globalement positive de l'organisation des élections par le Tribunal suprême électoral* »⁴. Le jour de l'investiture (28 janvier 2018), Donald Tusk et Jean-Claude Juncker, au nom du Conseil européen et de la Commission européenne, adressaient une lettre de « *sincères félicitations* » au président « *élu* ».

Un espoir qui s'enracine

La nouvelle présidente pourrait aussi avoir à ses côtés un poulain impatient. Candidat du Parti Salvador de Honduras, de centre droite, Salvador Nasralla avait renoncé à sa candidature en octobre 2021, en échange du poste de vice-président en cas de victoire de Xiomara Castro. Journaliste sportif, présentateur de télévision, homme d'affaires, il avait annoncé son intention de se présenter aux élections générales de 2013 et avait renouvelé sa candidature en 2017. Après sa défaite, il avait déposé en vain un recours auprès du Tribunal suprême électoral. Nul doute qu'il aspire à la présidence, et que le report de ses voix, qui en fait le vice-président de Xiomara Castro, ne soit le fruit d'une savante manœuvre. Il y a beaucoup à réparer, beaucoup à construire durant les quatre ans à venir, mais quelque chose a changé. Le peuple hondurien s'est déplacé en masse pour déposer son bulletin dans les urnes, les mouvements sociaux et syndicaux se soulèvent à nouveau. Sans doute la plus belle marque d'espoir est-elle dans ces milliers de femmes et d'hommes qui ont fait la fête dans les quartiers, au soir du 28 novembre, jusqu'aux premières heures du matin. □

1. Forum permanent et régional adopté en 1990, le Parlement centraméricain vise à l'intégration et à la stabilisation des pays d'Amérique centrale. Il compte six Etats membres : Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine. Son siège est établi à Guatemala Ciudad.

2. Cofondatrice en 1993 de la Copinh-Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras, Berta Caceres s'oppose à des projets de barrages et d'exploitation minière. Elle lutte à partir de 2006 contre le projet de barrage hydroélectrique d'Agua Zarca sur le Rio Gualcarque, par l'entreprise Desarrollos Energéticos, qui menace de priver d'eau plusieurs centaines d'habitants. Le 8 juin 2009, elle est sur la liste des personnes menacées de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, sans que l'Etat hondurien ne tienne compte des mesures demandées. Huit personnes seront arrêtées après son assassinat en 2016 : les responsables environnement et sécurité de la société Desarrollos Energéticos et trois membres des services de renseignement de l'armée. En novembre 2017, deux policiers sont arrêtés pour avoir falsifié des preuves afin de présenter l'affaire comme le résultat d'un vol ou d'un crime passionnel. En 2019, sept hommes sont condamnés à des peines de trente à cinquante d'emprisonnement. En juillet 2021, un des directeurs de Desarrollos Energéticos, Roberto David Castillo (ex-militaire diplômé de l'académie américaine de West Point), était reconnu comme coauteur du meurtre pour avoir engagé les tueurs. Pour les commanditaires c'est l'impunité.

3. Porte-parole de la conférence épiscopale, Oscar Maradiaga (nommé en 2001 par Jean-Paul II) se prononçait, dès le 4 juillet 2009, en faveur du putsch, sur la chaîne de télévision nationale. Par la suite il ne s'exprimera jamais sur les assassinats, arrestations massives, tortures qui avaient suivi le putsch. Le cardinal « *golpista* » a failli recevoir, le 24 novembre 2009 à l'Institut catholique de Paris, les insignes de Docteur Honoris Causa, en même temps que Michel Camdessus, ancien directeur général du Fonds monétaire international. La mobilisation, avec notamment l'association Mémoire des luttes, entraînait l'annulation de la cérémonie. Dommage, c'était le duo parfait : un prélat mondain qui a dénoncé, dans les années 1980, les prêtres sympathisants des luttes des peuples salvadorien et nicaraguayen ; « *un chrétien servent père de six enfants* », qui a brillamment participé à l'impérialisme économique qui saigne à blanc le tiers-monde et l'écrase sous le poids de la dette.

4. Le Tribunal suprême électoral, Tribunal Supremo Electoral, est la plus haute autorité électorale du Honduras, au niveau administratif et juridictionnel.

5. Le 26 janvier 2018, lors d'une réunion avec le président argentin Mauricio Macri, le président français exprimait le souhait que l'Union européenne accroisse les sanctions contre Caracas, et que d'autres nations plus proches du Venezuela se mobilisent p8.